

Regards

Lavoisier Géographie, Économie, Société 11 (2009) 353-360

géographie
économie
société

sur...

GES participe de manière classique à la vie scientifique par la diffusion des travaux des chercheurs, les comptes rendus de livres et de colloques etc. Nous proposons à travers cette rubrique « Regards sur les questions d'actualité » d'ouvrir la revue aux débats contemporains autour de questions d'actualités qui relèvent de la sociologie, de la géographie, de l'aménagement et de l'économie... L'objectif est de retracer, à partir d'interviews, le parcours de chercheurs et de penseurs provenant d'horizons disciplinaires divers et de recueillir leurs regards sur les grands enjeux spatiaux et sociétaux.

Lise Bourdeau-Lepage et Leïla Kebir***

Une interview de **Saskia Sassen**

► *Par Lise Bourdeau-Lepage*

On n'ignore pas le succès international des écrits de Saskia Sassen. On connaît beaucoup moins son histoire, ses débuts de chercheur semés d'embûches, son profil intellectuel, qui en font une personnalité atypique du monde académique, avide de découverte et dénonçant l'injustice sociale.

* Université Paris Sud 11, ADIS, lise.bourdeau-lepage@u-psud.fr

** UMR SAD-APT/INRA et boursière du Fonds national suisse, leila.kebir@unine.ch

Saskia Sassen



Professeur et membre du *Committee on Global Thought* à l'Université de Columbia (New York) et professeur invité à la London School of Economics and Political Science (Londres).

Discipline : Sociologie et économie, « *Je ne suis la proie d'aucune discipline particulière.* »

Lieux de vie passés et actuels : La Haye, Buenos Aires, Rome, Poitiers, Chicago, New York et Londres...

Thèmes actuels de recherche : globalisation, villes globales, expulsions systémiques, ville et nouvelles guerres.

► Née à la Haye, en 1949, élevée à Buenos Aires, Saskia Sassen commence ses études universitaires en sciences politiques en Argentine, avant de les poursuivre un an à Rome. Elle part ensuite sans visa et sans aucun diplôme universitaire en poche pour les États-Unis et y travaille dans la clandestinité. Puis elle décide de se rendre à l'Université Notre Dame en Indiana où une connaissance de sa mère, rencontrée à Rome, l'intègre en troisième cycle. Elle assouvit ainsi sa soif d'étudier la sociologie. Mais jugeant que cette discipline ne l'aide pas à résoudre les questions qu'elle se pose, elle se tourne vers l'économie politique. Sa thèse de doctorat, tentative de critique de la politique d'immigration menée aux États-Unis, est rejetée par le jury. Elle part alors étudier la philosophie en France, à l'Université de Poitiers où elle rédige un mémoire sur les méthodes centrées en logique dialectique sous la direction de Jacques D'Hont. Le jury est séduit par l'analyse menée mais s'amuse de cette pensée anglaise écrite en français. La chance lui sourit alors. Grâce à son papier sur « L'importance croissante des migrations trans-frontalières dans la construction des relations transnationales » issu de ses travaux de thèse, envoyé notamment au Consortium pour la Paix et l'Ordre Mondial, elle obtient un post-doctorat au Centre Harvard pour les affaires internationales alors qu'elle n'est toujours pas docteur. À la même période, par un heureux concours de circonstances, la décision rendue lors de sa soutenance est reconsidérée et elle reçoit son doctorat de l'Université Notre Dame par la poste. Elle est ensuite recrutée par le Queens College of the City University of New York (CUNY), puis en 1985 par l'Université Columbia. Elle rejoint en 1998 l'Université de Chicago avant de retourner en 2007 à l'Université Columbia ...

Vous nous avez écrit que vous avez un unique et vaste projet de recherche et non pas une multitude de petits projets avec des petites hypothèses et un petit ensemble clair de résultats comme cela est très courant aux États-Unis. Quelle est précisément cette question de recherche au centre de vos travaux ? Nous avons bien saisi qu'il y avait la question de l'injustice sociale et du mouvement des personnes. Pourriez-vous nous en dire plus, et en particulier nous éclairer sur vos motivations ?

On pourrait dire qu'il y a deux éléments majeurs qui expliquent mon choix.

Le premier est la question de l'injustice sociale, de la brutalité de ce monde, de l'incapacité de nourrir tous les êtres humains et de donner à tous une maison. On a un surplus de travailleurs qui sont à la recherche d'un emploi, comment est-ce possible avec les capacités organisationnelles complexes que l'on a développées aujourd'hui ? Prenons l'exemple des multinationales qui sont présentes dans 70 pays à la fois et cependant nous ne pouvons pas résoudre les défis organisationnels qui concernent les besoins basiques des pauvres !

Il me semble que l'analyse du marché n'est pas suffisante pour expliquer ces injustices et ces processus. C'est pourquoi, j'ai cherché à décoder les liens entre les modèles économiques et la réalité sociale, à en étudier les limites, notamment sociales.

Le second élément est lié à un phénomène présent dans le monde académique et intellectuel. Comme d'autres, je suis ennuyée par l'utilisation excessive des catégories dominantes. Il est vrai que ces catégories éclairent beaucoup mais en même temps, elles créent une certaine pénombre autour d'elles qui m'intéresse au plus haut point. Je suis très sensible à la possibilité qu'une telle catégorie puisse illuminer les choses très clairement et en même temps produire une espèce d'obscurité. C'est ici la question du réductionnisme qui est posée. Le réductionnisme existe dans le champ d'étude de la globalisation mais également par exemple dans l'étude des genres, qui se trouve bien souvent limitée à une question de différence de revenus ou à la mesure des opportunités. On m'a souvent dit ex-post que mes travaux étaient contre-intuitifs et effectivement, je suis très intéressée par ce qui est contre-intuitif. Je suis peut-être finalement contre-intuitive, cela doit être lié à ma formation mentale et aux différents mondes dans lesquels j'ai choisi d'évoluer. Je n'ai pas seulement une vie académique mais aussi une vie intellectuelle publique très riche et suis une activiste politique. Je ne suis pas un membre typique du monde académique américain.

Justement, vous n'avez pas eu un parcours typique car finalement comme vous le dites, vous n'êtes pas dans la norme. Cette espèce de marginalité a-t-elle été en soi productive ?

Oui, probablement mais ces échecs auraient pu être dramatiques pour d'autres personnes. Toutefois comme j'étais une espèce de nomade dans cet espace normalisé, cela ne m'a pas menée à la dépression mais plutôt à un besoin de m'échapper. J'ai continué à m'échapper et finalement, cette fuite est devenue pour moi synonyme d'un but à atteindre. Toutefois, il faut dire que j'ai eu de la chance, l'histoire m'a aidée. Mon sujet de thèse sur les migrations est devenu un thème à la mode dans les années 80. C'est très curieux n'est-ce pas tous ces échecs sans dépression ? Peut-être est-ce parce que, comme dit mon mari, j'ai une vie spirituelle mais pas de vie psychologique (qui m'aurait menée alors à la dépression), que j'ai réussi à surmonter les obstacles et surtout à poursuivre ma route.

En ce qui concerne la formation de votre esprit, vous parlez jusqu'à 7 langues, vous avez grandi dans plusieurs pays, cela a façonné votre manière de penser et de voir le monde, vous a donné une grande ouverture d'esprit. Vous dites avoir cherché à compenser votre connais-

sance imparfaite des langues par la théorie ! « La théorie étant constituée plus à travers le texte lui-même qu'à travers le modèle qui ressort des spécificités du sujet traité. » Est-ce cela qui vous a amenée à développer de nouvelles catégories d'analyse comme la ville globale ou plus récemment l'état dénationalisé ?

Oui, tout à fait. Je crois que c'est comme cela car pour des gens qui ne maîtrisent pas parfaitement une langue dans le milieu de la recherche, soit la zone du langage devient une zone de terreur, soit elle constitue une zone pour l'expérimentation, pour la découverte d'espaces qu'occupent certaines langues et que d'autres n'occupent pas. Pour moi, la zone de langage est devenue une zone d'expérimentation. Je théorise en construisant le texte. Je ne fais pas seulement de la théorisation post-moderne. La théorie est une manière de décrire, d'expliquer ce que les yeux ne permettent pas de voir, ce que le moment empirique ne réussit pas à expliquer. Il faut construire une espèce de plate-forme pour voir et pour moi c'est le texte. Certains modèles sont intéressants par ce qu'ils ne disent pas, par leurs hypothèses. Les modèles pour moi sont des outils. Je n'aime pas les petits modèles. Ma grande énergie, ma grande passion, c'est le grand modèle. Cependant, les grands modèles dans les sciences sociales sont très abstraits et font des hypothèses très fortes et généralement je suis dans un rapport de contestation face à eux. Mais ce qui est essentiel pour moi c'est de découvrir quelque chose. Dans mon nouveau projet, « l'expulsion systémique », c'est encore une fois comme cela. Je collecte des informations, des documents et à partir d'eux, je cherche à découvrir d'autres réalités.

Quand vous employez le terme d'expulsion systémique dans le processus de globalisation, faites-vous référence aux personnes ?

Le terme expulsion est plutôt une manière de caractériser le système politico-économique d'aujourd'hui. Disons que dans le système économique keynésien, la logique était de vouloir inclure plus de gens, comme travailleurs et consommateurs. Il y avait un processus d'inclusion des travailleurs pour qu'ils puissent consommer, même s'il existait bien sûr des discriminations. Il y avait une logique systémique d'inclusion.

Le système actuel ne fonctionne plus comme cela. Il génère un processus d'expulsion des individus. J'ai des exemples de situations très spécifiques dont j'extrait cette logique fondamentale du système pour éclairer cette thèse. Il y a une espèce de « warehousing of people » c'est-à-dire d'« entreposage de personnes », dans les prisons, dans les camps de réfugiés. Ces populations ne sont pas une force de réserve comme les chômeurs car elles sont en dehors du système. J'examine aussi comment le territoire, catégorie complexe qu'emporte toutes formes d'autorité et de droits, commence peu à peu à être repositionné comme une catégorie plus élémentaire, comme simple terre en vente sur les marchés internationaux. Cette logique d'expulsion est une tendance du système et une thèse très radicale qui me donne beaucoup d'énergie parce qu'il y a quelque chose à découvrir.

La question des échelles d'analyse est récurrente dans votre travail, comme l'intérêt pour la forme sub-nationale du mondial, avec la ville globale ou encore pour l'organe exécutif du gouvernement, et pour sa croissance parallèle avec la globalisation. Les espaces interstitiels qui relient ces échelles ne seraient-ils pas plus intéressants que ces échelles elles-mêmes ?

C'est une question qui m'a toujours intéressée. C'est pourquoi j'ai développé à partir de ma pratique de chercheur et de ma vision des choses, la catégorie d'espaces frontières analytiques. Ainsi, si l'on considère que deux réalités ou encore deux échelles sont

séparées par une ligne alors, selon moi, il faut ouvrir cette ligne de démarcation dans un espace analytique et l'explorer. Cet espace dans l'analyse conventionnelle est simplement une ligne qui sépare deux réalités spécifiques. Pour moi, il faut problématiser cette ligne, il faut ouvrir cet espace que je qualifie de « *analytical borderland* », de zone frontière, pour pouvoir découvrir ce qu'il y a là. Découvrir ici veut dire vraiment détecter.

Vous dites que l'État ou plus exactement une partie de l'État, en tant qu'acteur de la globalisation, connaît un émiettement de son autorité formelle et qu'il perd une partie de ses fonctions au profit des villes. Je trouve cela très intéressant et tout à fait juste. Mais si le global se forme en partie à l'intérieur du national, quel rôle joue la société dans ce processus ?

C'est une très bonne question. Je tiens à souligner que ce qui est intéressant pour moi, c'est la formation du global à l'intérieur du national car le territoire national est plus complexe. Je ne rejette pas la formation du global au niveau global mais c'est quelque chose de beaucoup plus simple.

Pour en revenir à votre question, on pourrait dire que les chercheurs ont développé l'économie du global, la culture du global et la technologie du global (les nouvelles technologies de l'information et de la communication) mais je pense que l'on n'a pas fait le social ou la sociologie du global. Le social, c'est quelque chose de très difficile à capturer, même si on travaille à une échelle très fine. Il est difficile de détecter où commence le social et où finit l'individuel ou encore où finit le social et où commence quelque chose entre l'économie et la technologie. Pour moi, le social est une catégorie qui est partout et donc par nature très difficile à saisir.

Dans le contexte de la globalisation, je crois que le social joue un rôle très spécifique, très variable et cela devient heuristique, car nous pouvons montrer le social en tant que « construit ». Ainsi, on peut tenter de récupérer le construit du social dans des conditions de diverses globalités : économiques, culturelles, subjectives, imaginaires. Cependant, il est devenu beaucoup plus difficile de capturer le social comme une réalité en formation aujourd'hui que dans le système politico-économique précédent. Le social, dans la globalisation, se fabrique à l'intérieur du national, or si on voit le social dans le national on se dit alors que c'est national, ce qui explique qu'il y a très peu de social dans les analyses de la globalisation. Il y a beaucoup de travail pour décoder le social dans un contexte de globalité. Il est vrai que l'on trouve du social dans quelques travaux sur la globalisation, notamment l'acteur comme consommateur et l'on dit qu'il consomme partout la même chose mais l'explication vient de l'économie et de la technologie, peut-être de la culture mais pas du social. Le social a été perdu, il est en quelque sorte exclu de la fenêtre d'analyse.

C'est pourquoi, j'ai écrit ce petit livre « La globalisation. Une sociologie »¹. J'ai dû me battre pour ce titre. L'éditeur Norton, aux USA me proposait « Géographie du pouvoir », titre que j'aime beaucoup mais que j'avais déjà utilisé il y a 20 ans et dont les analyses depuis avaient été faites et les catégories comprises alors que le social est encore inconnu. J'ai réussi à convaincre l'éditeur. Ce livre a été publié dans le monde entier, même en Chine et en Russie et le titre a toujours été conservé. Pour moi, c'est un moment sociologique, je crois avoir compris quelque chose de la situation sociale actuelle et je constate aujourd'hui que le social devient un sujet d'actualité dans le monde entier.

¹ 2007, *A Sociology of Globalization*, New York: WW Norton & Company, en français : 2009, *La globalisation. Une sociologie*, Paris : Éditions Gallimard (nrf Essais).

Peu de gens savent en France que vous êtes une « véritable activiste politique », que par exemple vous avez mené des actions extrêmes, que vous avez participé à la lutte contre les régimes militaires au Salvador ou au Guatemala. Vous dites que c'est votre horreur de l'injustice sociale qui vous a conduit à être active politiquement. Pouvez-vous nous dire quelques mots à ce sujet ?

Je ne suis pas une activiste au niveau des campus universitaires. Mon activisme se situe dans un espace radicalement spécifique et il n'a aucun lien avec ma vie d'universitaire. C'est une vie parallèle. Ainsi, j'ai passé en contrebande aux États-Unis du napalm utilisé par les militaires dans la guerre civile au Salvador pour le donner à un sénateur américain de l'époque lors d'une enquête du corps législatif. Mon action avait pour but de prouver l'utilisation de ce gaz dans la guerre civile au Salvador. Le gouvernement américain niait avoir fourni du napalm à l'armée du Salvador ainsi que l'utilisation de ce gaz sur les populations civiles. Il y aurait bien d'autres exemples encore à donner, comme mon action dans le domaine du numérique, au début des années 90, avec le projet « *Bandwidth for all* » et notre lutte pour qu'Internet soit un espace public ouvert et décentralisé².

Pourriez-vous nous dire quels sont selon vous les grands enjeux sociaux et spatiaux pour les dix prochaines années ?

Ces enjeux m'ont conduite à développer un projet de recherche sur l'expulsion systémique et sur l'urbanisation de toute une série de défis, généralement abordés au niveau global qui se manifestent de manière concrète et urgente dans les villes (environnement, super gangs de la drogue, économie et tendance à la financiarisation de tout, etc.). Il s'agit donc de développer des instruments analytiques pour capturer cette réalité émergente. Pour cela, je vais utiliser des éléments que j'ai développés dans mon livre « Critique de l'État - Territoire, autorité et droits de l'époque médiévale à nos jours »³. Il y a selon moi, des réalités nouvelles en émergence qui débordent les catégories institutionnelles et analytiques qui ont été développées pour les décrire et les expliquer. Ouvrir le champ analytique devient alors crucial : il faut capturer analytiquement un ensemble d'éléments formels mais aussi informels qui produisent la possibilité de cette émergence. Ce que m'intéresse particulièrement c'est d'analyser comment les grandes catégories formelles du projet historique de l'État-nation (territoire, autorité et droit) se désagrègent partiellement et se ré-assemblent aussi partiellement dans ces nouvelles réalités en émergence. Dans mon projet sur les expulsions systémiques, j'étudie comment les composantes du territoire souverain d'un État-nation (catégorie complexe, etc.) sortent du cadre de l'État-nation. Cela se fait par des développements très divers, par exemple la mise en place de la Cour Internationale pour les Crimes, ou encore par les grands achats de territoire d'un gouvernement par un autre, souvent à travers des acteurs privés, pour mener des activités agricoles à destination des pays riches, pour accéder à l'eau, et encore pour accéder à de nouveaux minéraux et métaux indispensables à la révolution électronique. Je vais publier tout ça dans un petit livre d'une centaine de pages qui sortira dans quelque mois, en plusieurs langues.

² cf. Saskia Sassen, 2005, « Always a Foreigner, Always at Home » in: A. Sica and S. Turner (ed.) *The Disobedient Generation*, Chicago: University of Chicago Press. 221-251.

³ 2006, *Territory, Authority, Rights: From Medieval to Global Assemblages*, Princeton, NJ: Princeton University Press (2nd ed. 2008) ; en français : 2009, *Critique de l'État - Territoire, Autorité et Droits de l'époque médiévale à nos jours*, Paris : Demopolis.

Théoriquement et politiquement, ce que m'intéresse c'est le fait que tout cela se déroule à l'intérieur des États-nations. En effet, ces composantes du territoire qui sortent du contrôle de l'État restent à l'intérieur de cet État-nation. Je trouve la catégorie du territoire très intéressante dans le contexte actuel de globalisation dominé par les images et les réalités des réseaux électroniques, de la déterritorialisation, de la compression de l'espace/temps, etc. Je crois qu'actuellement la catégorie « territoire » devient heuristique, elle nous permet d'aller au-delà de ces « catégories dominantes » du discours sur la globalisation.

► Bonus

Quel est le dernier ouvrage/article que vous ayez lu et trouvé intéressant ?

J'ai de mauvaises habitudes, je ne lis jamais un livre en entier, je cherche et je regarde ce qui m'intéresse.

En anglais : le livre de Natalia Ribas-Mateos, *The Mediterranean In The Age of Globalization: Migration, Welfare, and Borders* (2005, Somerset, NJ: Transaction) sur la Méditerranée « comme un espace de nouvelles articulations à travers une analyse extraordinaire des divers flux de femmes migrantes. »

En français : *Organiser la ville hypermoderne* - François Ascher, grand prix de l'urbanisme 2009, sous la direction de Ariella Masboungi (2009, Marseille : Parenthèses).

Quelle est votre ville préférée ? Quels sont vos lieux préférés dans certaines villes ?

Sur la longue durée, c'est à New York et à Londres que je suis chez moi.

Sur une courte durée, je ne peux pas dire que j'aime plus une ville qu'une autre. Ce que j'aime, c'est surtout les quartiers dans une ville et le nomadisme à travers des villes. Ainsi, quand je suis en conférence quelque part dans le monde, je reste généralement dans le voisinage de mon hôtel. J'y fais ce que j'ai à faire (lectures, courses, interview, dîner, repos etc.) et ne souhaite pas faire de tourisme. Pourtant, on me propose toujours de m'emmener visiter tel ou tel monument célèbre en voiture, comme à Istanbul dernièrement. Mais généralement, je refuse car je préfère habiter le quartier même si ce n'est que pour deux jours. Je deviens une sorte de nomade plus qu'une touriste dans ces moments là.

► Sélection d'ouvrages

1988, *The Mobility of Labor and Capital: A Study of International Investment and Labor Flow*, Cambridge University Press, Cambridge (UK).

1991, *The Global City: New York, London, Tokyo*, Princeton University Press, Princeton. (4th ed. 2010).

1994, *Cities in a World Economy*, Pine Forge Press, Thousand Oaks. (3^d ed. 2006).

1996, *Losing Control? Sovereignty in an Age of Globalization*, Columbia University Press, New York.

1998, *Globalization and Its Discontents: Essays on the Mobility of People and Money*, New Press, New York.

1999, *Guests and Aliens: Europe and its Migrations*, New Press, New York.

2002, (ed.) *Global Networks, Linked Cities*, Routledge, New York.

- 2005, (co-ed. R. Latham), *Digital Formations: New Architectures for Global Order*, Princeton University Press, Princeton.
- 2006, *Territory, Authority, Rights: From Medieval to Global Assemblages*, Princeton University Press, Princeton. (2nd ed. 2008) ; en français : 2009, *Critique de l'État - Territoire, Autorité et Droits de l'époque médiévale à nos jours*, Demopolis, Paris.
- 2007, (ed.) *Deciphering the Global: Its Spaces, Scales, and Subjects*, Routledge, New York.
- 2007, *A Sociology of Globalization*, WW Norton & Company, New York ; en français : 2009, *La globalisation. Une sociologie*, Éditions Gallimard, Paris.